



quarantième rapport annuel 1967
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Notre page couverture :
Place Royale, au cœur même de
Trois-Rivières, où l'éventail de
nos services rejoint tous les âges.

Rapport du conseil	3
Dépôts garantis	9
Bilan	12-13
Profil des opérations	14
Rétrospective 1958-1967	14-15
Compte de profits et pertes	16
Réserve générale	16
Biens administrés	16
Rapport des vérificateurs	18
Sherbrooke Trust	19-22
Conseil d'administration	23



L'année 1967 a continué d'offrir à l'observateur les traits caractéristiques d'une économie en expansion mais qui tend à se stabiliser et devra le faire pour sa propre protection.

Comme l'an dernier, l'augmentation des affaires de votre société a été importante mais l'augmentation des dépenses a dépassé proportionnellement celle des revenus et il en est résulté une réduction des bénéfices nets.

Depuis quelques années déjà, votre conseil d'administration sentait la nécessité d'accroître les immobilisations, le personnel et la mécanisation. A l'été 1966 nous transportons donc notre siège social Place Ville-Marie et avons depuis lors expérimenté une augmentation considérable de notre volume d'affaires. Pour l'année 1967, l'augmentation des recettes brutes dépasse \$446,000 soit une augmentation de 13.5% contre 14% l'année précédente.

La progression des frais d'exploitation est cependant encore plus considérable puisqu'elle a été de \$646,000, soit 27% contre 24% pour l'année précédente.

Cette augmentation de dépenses a son origine à la fois dans les biens administrés et dans les dépôts garantis, les premiers étant passés de \$397,000,000 à plus de \$429,000,000 et les seconds de \$86,000,000 à \$104,000,000, formant un grand total de \$533,000,000 contre \$483,000,000 l'année précédente ou une augmentation de \$50,000,000. On notera à ce sujet que la nouvelle loi des banques a causé un flottement initial dont l'effet s'est atténué graduellement de juin à décembre.

On n'absorbe pas de pareilles augmentations sans des frais initiaux importants. Ce problème de l'expansion ne nous est pas particulier et il ne peut se résoudre que par les moyens indiqués plus haut: augmentation des investissements en capitaux, augmentation du personnel, augmentation des services et augmentation des traitements. Si les quatre éléments se conjuguent en une seule et même année c'est le rendement immédiat qui se trouve fatalement affecté. La mécanisation, l'expérience, la coordination et la normalisation viennent alors compenser par de nouveaux contrôles les pointes excessives qui en ont augmenté le besoin.

Les bénéfices nets de la société après impôt se sont donc chiffrés à un peu plus de \$500,000 comparé à \$574,000 l'année dernière, mais devraient normalement se rétablir l'an prochain. Les opérations d'une société de fiducie sont en effet très intimement liées les unes aux autres. Nous avons ressenti tout d'abord l'impact pour une année entière de nos immobilisations antérieures et des exigences de leur amortissement. Notre personnel, y compris

Dans le hall du siège social :
M. Henri N. Guilbault, le vice-président exécutif, s'entretient avec M. Robert Jussaume, le nouveau directeur général. L'hôtesse est Mlle Mariette Aubé.



celui du Sherbrooke Trust, atteint maintenant 347 personnes. Notre immeuble de Hull est resté partiellement vacant pendant dix mois et il en a été de même de ceux de la rue Notre-Dame à Montréal. Quant aux hausses de traitements, elles ont suivi le mouvement général et se sont établies aux environs de 7% mais plus encore que tout cela l'élévation des taux d'intérêts sur les dépôts à vue et à terme doit être signalée particulièrement.

Presque de mémoire d'homme, les taux n'ont atteint au Canada ceux qui prévalent aujourd'hui, que ce soit pour les emprunts gouvernementaux, sur les obligations de sociétés ou sur les prêts hypothécaires. Le taux des banques vient d'être relevé à 7% il y a moins d'un mois, cependant que les prêts hypothécaires se négocient entre 8¼% et 9½% et que les bons du Trésor à trois mois rapportaient en décembre 5.95% et en février courant un nouveau sommet de 6.62%. Quelle attitude un administrateur doit-il prendre en pareille occurrence? Nous avons cherché à conserver à la fois l'élément liquidité et l'élément sécurité. L'augmentation de \$7,000,000 dans le total de nos prêts hypothécaires continue de représenter dans notre portefeuille une proportion sensiblement stable aux environs de 35% ce qui est de loin inférieur à la moyenne de nos concurrents. Nous avons par ailleurs augmenté

Une réunion du comité des placements,
au siège social. Dans l'ordre habituel :
Roger Chiniara, Lucien Hélié, Maurice
Myrand, trésorier, Paul-Émile Senécal,
directeur du service des placements,
Henri-N. Guilbault, vice-président exécutif,
Denis Laberge, Jacques Cloutier,
Jacques Dupont et Claude Dalphond.



notre portefeuille d'obligations gouvernementales directes et réduit notablement les avances aux fiducies. Ces mesures de prudence sont des réactions à des influences beaucoup plus générales dont dépend le marché des capitaux. Les plus importantes sont à n'en pas douter les influences internationales dont les plus évidentes consistent dans la situation de nos voisins du Sud et leurs dépenses militaires; d'autres facteurs d'ordre doctrinal, pour ainsi dire, touchent au système monétaire et à l'utilisation de l'or à titre de garantie statutaire; internationales encore les secousses créées par la dévaluation de la livre sterling; internationales toujours les modifications dans les accords de Genève sur le tarif et le commerce. Les influences nationales vont, quant à elles, depuis la politique de la Banque du Canada forcément dépendante de la situation et des conventions internationales jusqu'à la politique des revenus et des salaires pratiquée par les gouvernements et les entreprises privées. Inflation ou non, les projets déjà lancés sont difficiles à retenir et ceux en cours d'exécution doivent être parachevés, une décision d'augmenter les impôts ou de mettre en vigueur une mesure sociale peut entraîner des perturbations imprévues dans des secteurs en voie de développement et, par choc en retour, augmenter ou diminuer la rentabilité de projets ou d'entreprises.

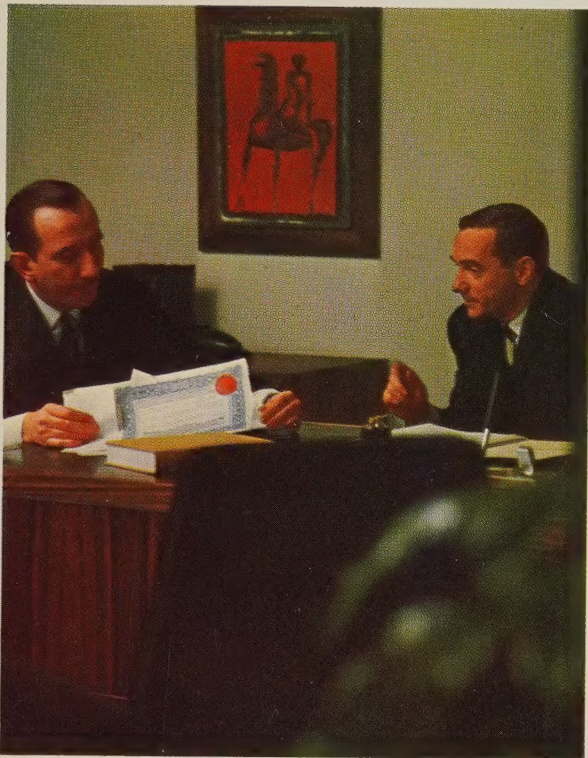
En pareille occurrence il est souvent littéralement impossible de faire une relation de cause à effet entre tel ou tel facteur en particulier et telle entreprise nommée, l'économie du pays étant toujours solidaire quoiqu'en puissent prétendre les réformateurs en pantoufles. Ce genre de problème se perpétuera jusqu'à la fin des temps aussi longtemps qu'il y aura liberté de décision, initiative, progrès et développement.

Vos administrateurs sont donc satisfaits des résultats obtenus même si la progression des bénéfices nets est pour cette année inférieure à leurs désirs et à leurs pronostics de l'an dernier.

En relation plus atténuée avec les marchés, il est intéressant de considérer les résultats de notre filiale du Sherbrooke Trust dont les progrès sont également très satisfaisants puisque les profits nets après impôt sont passés dans son cas de \$93,000 à \$118,000 pour une avance de 27%. Compte tenu de la différence de volume, la progression de cette institution se compare très favorablement à celle de l'an dernier puisque les recettes brutes ont augmenté de 14% cependant que les dépenses n'ont augmenté que de 9%. Le placement de notre société dans cette filiale apparaît néanmoins toujours au prix coûtant dans notre bilan, même si les profits accumulés et la réserve se sont au cours

Au siège social, M. Louis B. Cusson, directeur des services fiduciaires, et M. Pierre Favreau, secrétaire de la société.

Une réunion du comité des hypothèques, au siège social. De gauche à droite : MM. Eugène Bengle, estimateur, Denis Limoges, directeur du service des immeubles, Maurice Myrand, trésorier, Léopold Daigneault, directeur général adjoint, Réjean Ostiguy, directeur du service des hypothèques, Ls-Philippe Bouchard, directeur-général adjoint, et Henri N. Guilbault, vice-président exécutif.



des dernières années accrus de tout près de \$500,000. Si l'on ajoutait aux bénéfices de votre société l'augmentation nette de l'actif du Sherbrooke Trust pour le dernier exercice c'est \$0.21 par action qui viendraient s'ajouter au gain indiqué.

Les dividendes sur les actions privilégiées de votre société ont été déclarés et payés au même taux que l'an dernier, soit \$1.20 par action.

Nous avons en cours d'exercice déploré le décès d'un de nos administrateurs, monsieur J. Léonard Demers, qui siégeait au conseil depuis 1947.

En décembre dernier, monsieur Louis-Philippe Bouchard, directeur général adjoint de notre société et qui consacrait depuis près d'un an la plus grande partie de son temps à la Commission d'Enquête sur la Santé et le Bien-Etre, a accepté de devenir sous-ministre du nouveau ministère des Institutions Financières, poste auquel le préparaient son expérience et ses qualités administratives.

De son côté votre président se voyait invité en fin d'octobre 1967 à devenir membre du Conseil Législatif de la Province de Québec et conseiller spécial en matières constitutionnelles et économiques auprès du gouvernement du Québec. Votre comité exécutif et votre conseil d'administration,

saisis de cette demande, ont cru devoir accéder au désir du gouvernement et permettre à votre président de consacrer la plus grande partie de son temps à ses nouvelles fonctions pendant une période de temps indéterminée à être révisée lors de la présente assemblée annuelle. A elle seule l'importance des conférences constitutionnelles présentement amorcées a paru un motif suffisant pour cette décision. Exceptionnellement, de novembre 1967 à février 1968 votre président a donc assisté d'abord à la conférence provinciale de Toronto, à deux conférences fédérales-provinciales des ministres des Finances, à la conférence fédérale-provinciale sur l'habitation et enfin à la conférence constitutionnelle du mois courant à Ottawa.

Par ailleurs, pour rendre l'administration encore plus efficace, le conseil a jugé bon de procéder à une nouvelle répartition des tâches.

Monsieur Maurice Chartré, membre du conseil d'administration depuis de nombreuses années, a été appelé à faire partie du comité exécutif dont le nombre de membres a été augmenté.

Monsieur Henri N. Guilbault, jusqu'à présent directeur général de la société et membre de son conseil d'administration, a été nommé vice-président exécutif.

Enfin monsieur Robert Jussaume, directeur général de notre filiale Sherbrooke Trust, est devenu directeur général du Trust Général du Canada, tout en demeurant membre du conseil d'administration et de l'exécutif du Sherbrooke Trust.

Monsieur Paul Fortier, jusqu'à ce moment secrétaire du Sherbrooke Trust, a assumé la direction générale de cette dernière société dont mademoiselle Norah Roberts a été nommée directrice générale adjointe et monsieur Bruce Allanson, secrétaire-trésorier.

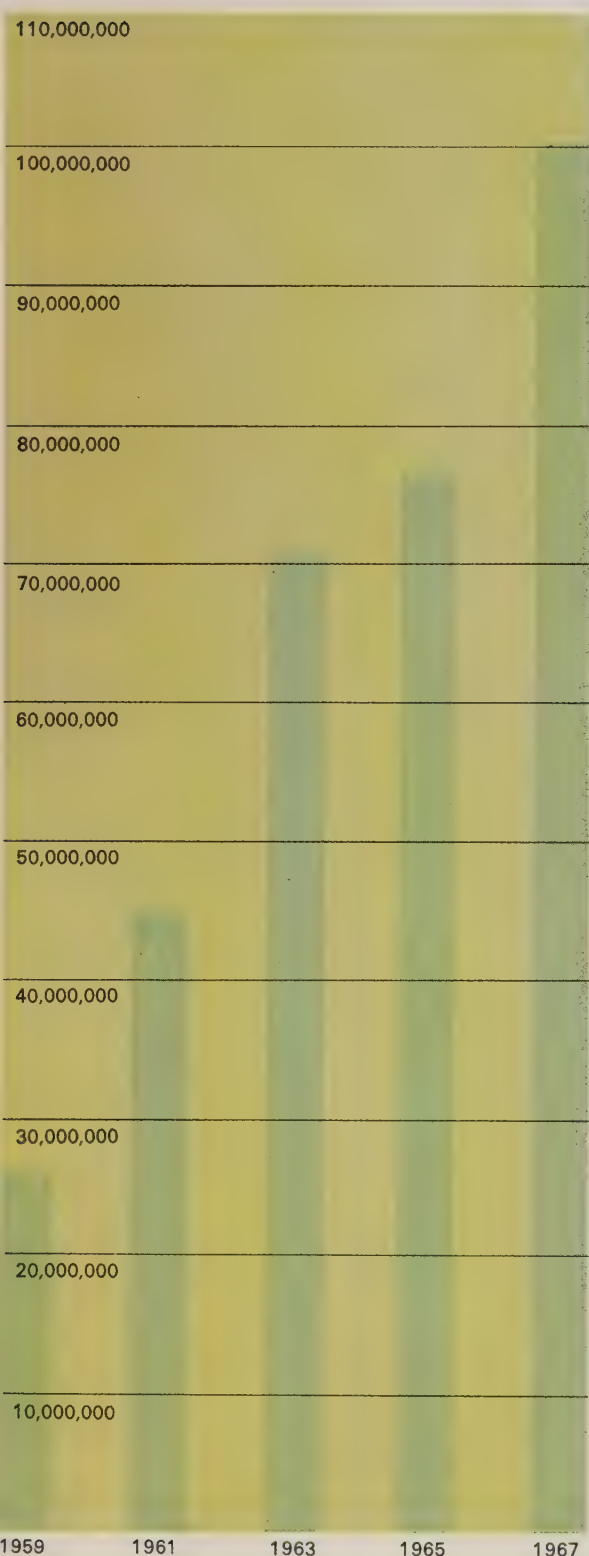
Nous tenons à remercier tous les autres membres de notre personnel de leur constante habileté à seconder nos efforts.

Pour ne laisser prise à aucune critique, votre président a cru devoir s'abstenir pour cette année de l'allocution dont il faisait généralement suivre le rapport du conseil.

Nous ne saurions cependant passer sous silence un certain nombre d'événements particulièrement importants pour votre société.

Le premier est sans contredit la production du rapport de la Commission Royale d'Enquête sur la Fiscalité. Attendu depuis de longs mois ce rapport a fait l'objet de commentaires de toutes sortes dans lesquels nous n'avons pas besoin d'entrer pour le moment, le gouvernement fédéral ayant laissé





entendre assez clairement qu'il ne pouvait être question d'en appliquer intégralement les recommandations. Nous ne nous cachons pas cependant que les besoins d'argent des divers gouvernements pourraient fort bien amener un impôt sur les gains capitaux tel que recommandé par la Commission Bélanger pour la Province de Québec et déjà instauré aux États-Unis depuis un certain nombre d'années. L'Association des Compagnies de Fiducie, à la tête de laquelle votre président avait été réélu en mai dernier (poste qu'il a abandonné en novembre) a pris position à l'encontre de cette recommandation, la croyant défavorable au meilleur intérêt de notre clientèle et du Canada tout entier.

Le deuxième point, peut-être plus important en apparence, vise la mise sur pied d'un régime d'assurance-dépôt. Les deux juridictions constitutionnelles fédérale et provinciale ont échangé à ce propos des vues divergentes pour venir à s'entendre sur un *modus vivendi* dont tous les aspects ne sont pas encore définitivement précisés. Il suffira de rappeler que tout déposant auprès d'une compagnie de fiducie faisant affaires dans la province se trouvera dorénavant garanti jusqu'à concurrence de \$20,000 exactement comme il le sera dans les banques et dans certaines autres institutions. Une réglementation et une surveillance *ad hoc* aussi bien que des restrictions aux annonces publicitaires viendront compléter le système en question.

Cette mesure s'insère à titre préalable dans une réglementation d'ensemble sur laquelle portera le rapport de la Commission d'enquête menée par le gouvernement de la province de Québec sur les sociétés de fiducie comme sur les autres institutions financières: sociétés d'assurances, caisses populaires, compagnies de finance, etc. Il faudra vraisemblablement attendre encore quelques mois avant de savoir plus exactement à quoi s'en tenir à ce sujet.

Une dernière loi, à laquelle les journaux ont attaché assez peu d'importance mais qui nous semble au contraire devoir influencer considérablement l'évolution des affaires et des fortunes, vise le placement des biens appartenant à autrui.

Par une série d'amendements apportés au Code civil et qui sont entrés en vigueur le 15 octobre 1967, la liste des valeurs éligibles aux administrateurs des biens d'autrui, à savoir nommément le grevé de substitution, le fiduciaire, l'exécuteur ou administrateur testamentaire, le tuteur et le curateur, se trouve sensiblement modifiée et étendue. La règle générale reste donc une liste restrictive même si cette liste comprend maintenant des actions privilégiées ou ordinaires et les valeurs émises par la Banque Internationale pour la

Vue partielle
de notre succursale à Hull.





Reconstruction et le Développement, les obligations de syndics étant remplacées par celles de fabrique et les obligations de compagnies privées se voyant éligibles à certaines conditions de garantie.

La nouvelle loi défend expressément de faire des placements non autorisés à moins qu'il y soit spécifiquement dérogé dans le testament ou la fiducie. Néanmoins, les exécuteurs ou fiduciaires sont autorisés à conserver des placements faits antérieurement à leur entrée en fonction. Ce qui est plus grave, c'est qu'ils ne sont pas exempts de responsabilité du seul fait que les placements sont conformes aux dispositions de la loi ou ont été faits avant qu'ils en prennent possession. A ce sujet leur obligation de placer avec la prudence d'un bon père de famille devient matière d'appréciation pour les tribunaux et indiscutablement une obligation majeure des administrateurs professionnels que sont les sociétés de fiducie. Il faut en conclure à la nécessité de reviser constamment les portefeuilles et de s'aider du concours de conseillers financiers. Or ceci ne peut se faire sans des recherches et un département d'analyses fortement charpenté.

Il faudra un certain temps avant que l'on puisse apprécier l'effet de ces nouvelles dispositions. Normalement elles devraient inciter à investir davantage au Canada tout en réduisant les placements à risque et à croissance rapide.

Les valeurs étrangères n'étant pas éligibles il devrait aussi en résulter une augmentation du nombre des corporations constituées au Canada.

On s'explique facilement les préoccupations du législateur à ce propos. On s'explique un peu moins qu'il ne soit pas possible d'acquérir d'actions privilégiées dans certaines entreprises à formule mixte. Mais comme en beaucoup d'autres matières, seule l'expérience permettra de porter un jugement plus précis sur une législation dont le principe à tout le moins était réclamé depuis un bon nombre d'années.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Le Président,

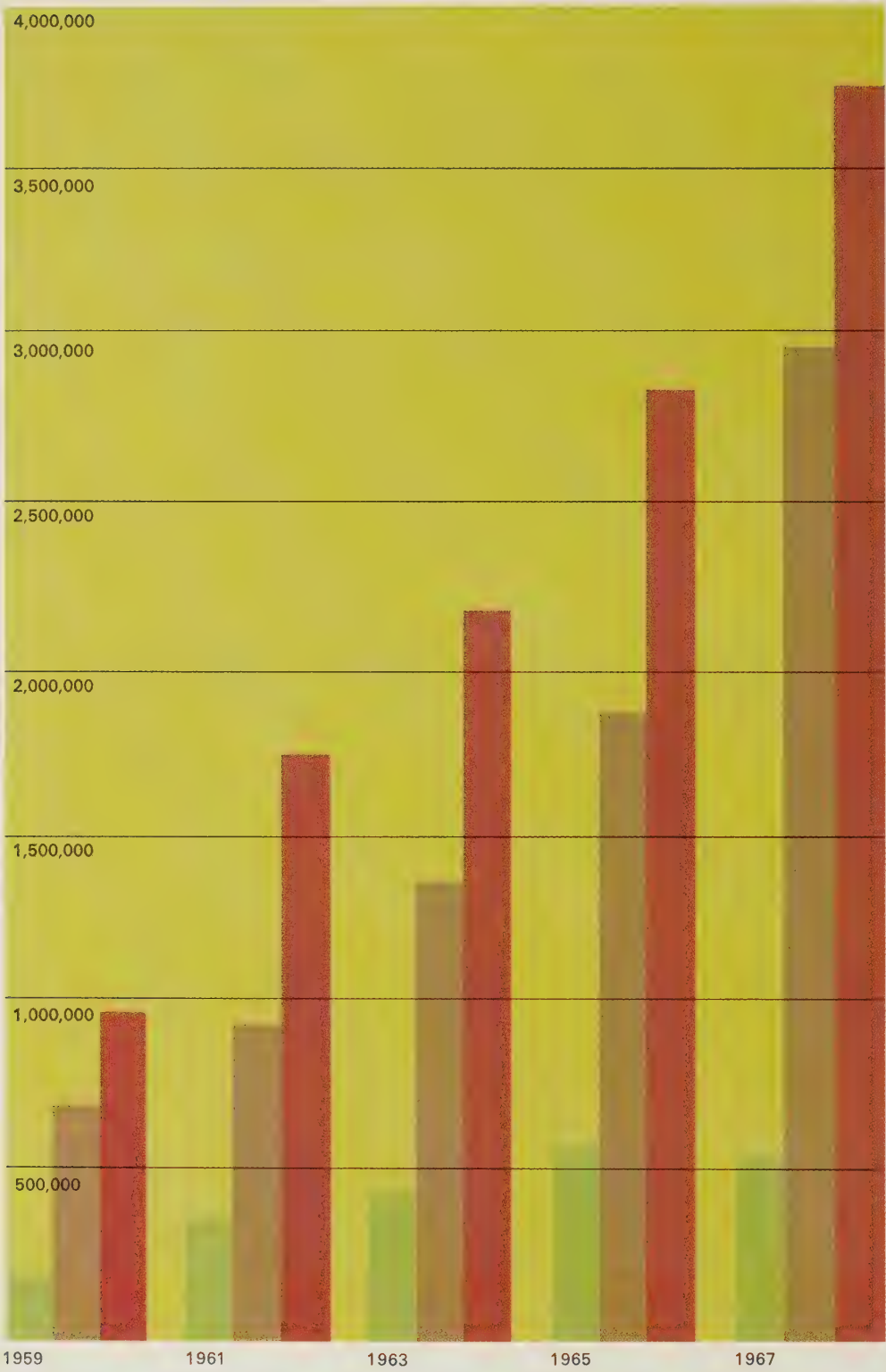
Bilan au 31 décembre 1967

ACTIF	1967	1966
Placements au coût moins réserves :		
Valeurs émises ou garanties par le gouvernement du Canada	\$ 10,002,483	\$ 9,537,049
Valeurs émises ou garanties par des gouvernements provinciaux	11,300,333	6,501,580
Obligations municipales et scolaires	14,763,903	15,096,008
Autres obligations	21,699,489	18,652,836
Actions de compagnies	1,300,034	727,774
Prêts sur nantissement	7,624,553	5,578,199
Prêts hypothécaires	36,052,891	29,105,211
	102,743,686	85,198,657
Encaisse	2,754,013	1,476,467
Avances aux fiducies	2,909,012	4,213,386
Autres éléments d'actif	289,069	527,474
Actions de Sherbrooke Trust Company — au coût	1,043,629	1,033,124
Immobilisations moins amortissements accumulés	1,747,744	1,740,467
	\$111,487,153	\$94,189,575
NOTE : La valeur des obligations du Canada et des provinces à leur coût amorti, et des autres placements à leur valeur au marché le 31 décembre 1967 est de \$101,928,364.		

PASSIF	1967	1966
Dépôts garantis	\$103,812,635	\$85,708,929
Emprunt de banque	650,000	1,500,000
Comptes à payer et frais courus	59,078	49,538
Dividende à payer le 15 janvier	90,000	90,000
Provision pour impôts sur le revenu	95,858	102,333
	<u>\$104,707,571</u>	<u>\$87,450,800</u>
CAPITAL		
Actions ordinaires (valeur nominale \$5.00)		
Autorisées et émises : 1,000 actions	\$ 5,000	\$ 5,000
Actions privilégiées (valeur nominale \$10.00)		
Autorisées : 600,000 actions		
Émises : 300,000 actions	3,000,000	3,000,000
Réserve générale	3,000,000	3,000,000
Bénéfices non répartis	774,582	733,775
	<u>6,779,582</u>	<u>6,738,775</u>
	<u>\$111,487,153</u>	<u>\$94,189,575</u>
Pour le conseil d'administration :		
Marcel Faribault A. Cousineau		

Profil des opérations

- Recettes brutes
- Frais d'exploitation
- Bénéfice net



Rétrospective 1958-1967

Résultats des opérations		1967
Recettes brutes	\$	3,757,436
Frais d'exploitation	\$	2,992,379
Bénéfices avant impôts	\$	765,057
Impôts sur le revenu	\$	264,000
Bénéfice net	\$	501,057
Dividendes	\$	360,250
Bénéfice retenu	\$	140,807
Biens administrés		
Biens en gestion		\$429,623,511
Dépôts garantis		\$103,812,635
Actif net de la société	\$	6,779,582
Total		\$540,215,728

1966	1965	1964	1963	1962	1961	1960	1959	1958
3,310,560	2,893,862	2,620,152	2,192,889	1,928,703	1,733,864	1,305,462	998,068	908,896
2,346,043	1,882,327	1,656,434	1,320,060	1,104,410	943,341	790,897	685,204	588,669
964,517	1,011,535	963,718	872,829	824,293	790,523	514,565	312,864	320,227
390,000	468,000	453,000	385,000	400,000	406,000	206,868	128,716	112,219
574,517	543,535	510,718	487,829	424,293	384,523	307,697	184,148	208,008
315,250	300,250	300,250	209,000	160,250	115,839	117,634	100,629	82,959
259,267	243,285	210,468	278,829	264,043	268,684	190,063	83,519	125,049
397,446,166	369,116,877	323,377,816	292,561,000	265,280,000	237,446,000	220,081,000	209,796,000	184,576,000
85,708,929	74,455,429	82,735,738	70,181,000	49,430,000	45,408,000	28,681,000	20,263,000	19,941,000
6,738,775	6,629,508	6,486,223	5,006,000	3,750,000	3,586,000	2,746,000	2,603,000	2,518,000
489,893,870	450,201,814	412,599,776	367,748,000	318,460,000	286,440,000	251,508,000	232,662,000	207,035,000

Compte de profits et pertes au 31 décembre

	1967	1966
Bénéfices d'exploitation	\$ 765,057	\$ 964,517
Provision pour impôts	264,000	390,000
Bénéfice net	501,057	574,517
Dividendes	360,250	315,250
	140,807	259,267
Bénéfices non répartis au 1 ^{er} janvier	733,775	624,508
	874,582	883,775
Virement aux réserves de placements	100,000	150,000
Bénéfices non répartis au 31 décembre	\$ 774,582	\$ 733,775

Réserve générale au 31 décembre

Solde au 1 ^{er} janvier	\$ 3,000,000	\$ 3,000,000
Solde au 31 décembre	\$ 3,000,000	\$ 3,000,000

Biens administrés au 31 décembre

Biens en gestion	\$429,623,511	\$397,446,166
Actif net de la société et des dépôts garantis	110,592,217	92,447,704
Total	\$540,215,728	\$489,893,870

En passant devant le bureau de notre
directeur-gérant, à Trois-Rivières,
M. Jean Dagenais.

M. Réal Dufresne de notre service d'immeubles,
à Trois-Rivières, s'entretient avec le directeur-
gérant, M. Jean Dagenais, (à droite) avant sa
tournée d'inspection.

00,000,000

00,000,000

00,000,000

00,000,000

00,000,000

00,000,000

1959 1961 1963 1965 1967



Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons examiné le bilan du Trust Général du Canada au 31 décembre 1967 et les états de ses profits et pertes, de ses bénéfices non répartis et de sa réserve générale pour l'année terminée à cette date. Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables et tels sondages des livres et autres preuves à l'appui que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Nous avons contrôlé en date du 31 décembre 1967 l'existence des fonds et des valeurs détenus pour le compte de votre Société et des comptes garantis. Au cours de l'exercice nous avons aussi contrôlé l'existence de ces mêmes valeurs ainsi que les valeurs en garde et celles détenues pour les fiducies que votre Société administre. Les valeurs et fonds en garde, en fiducie et des comptes garantis sont tenus séparément des valeurs et fonds de votre Société et sont portés aux livres de façon à indiquer le compte auquel ils appartiennent.

A notre avis, autant que nous puissions en juger par les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres, ces états financiers sont rédigés de manière à représenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires de votre Société au 31 décembre 1967 ainsi que ses résultats d'exploitation pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Samson, Bélair, Côté, Lacroix et associés
Comptables agréés.

Montréal, ce 1er février 1968.



ne succursale de notre filiale,
 herbrooke Trust, 1110 ouest,
 e Sherbrooke, Montréal



bilan sommaire au 31 décembre 1967

SHERBROOKE TRUST

Bilan sommaire au 31 décembre 1967

Résumé des opérations de notre filiale Sherbrooke Trust

Le contrôle de cette société a été acquis par Trust Général du Canada en 1957

ACTIF	1967	1966
Placements en obligations et actions	\$ 9,604,732	\$ 9,383,982
Prêts hypothécaires	7,539,530	7,580,524
Encaisse	495,525	326,551
Prêts et avances aux clients	573,605	572,331
Immobilisations et autres actifs	420,906	514,671
	<u>\$18,634,298</u>	<u>\$18,378,059</u>
 PASSIF		
Impôts et comptes à payer	\$ 55,958	\$ 40,768
Emprunt bancaire	—	414,000
Dépôts et débentures	17,439,933	16,804,472
	<u>\$17,495,891</u>	<u>\$17,259,240</u>
 CAPITAL		
Autorisées 50,000 actions (V.N. \$10.00)		
Émises 30,000 actions	300,000	300,000
Réserve générale et surplus	838,407	818,819
	<u>\$ 1,138,407</u>	<u>\$ 1,118,819</u>
	<u>\$18,634,298</u>	<u>\$18,378,059</u>

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS	1967	1962	1957
Recettes brutes	\$ 647,427	\$ 361,610	\$ 201,938
Frais d'exploitation	446,839	215,892	133,533
Bénéfice avant impôts	200,588	145,718	68,405
Impôts sur le revenu	83,000	71,300	26,500
Bénéfice net	\$ 117,588	\$ 74,418	\$ 41,905
(par action)	3.92	2.48	1.39
Dividendes	48,000	36,000	24,000
(par action)	1.60	1.20	80
Valeur aux livres d'une action	37.95	31.20	26.20

Depuis 1965 la société a adopté comme politique de prendre une réserve pour les prêts hypothécaires. La provision de 1967 est de \$18,980.00 et est incluse dans le montant des frais d'exploitation.

BIENS ADMINISTRÉS

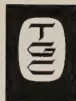
Biens en gestion	\$32,310,000	\$22,255,000	\$14,418,000
Dépôts et débentures	17,439,933	8,708,000	3,448,000
Actif de la société	1,138,407	1,071,000	889,000
	<u>\$50,888,340</u>	<u>\$32,034,000</u>	<u>\$18,755,000</u>

Une succursale de notre filiale,
Sherbrooke Trust,
Place Belvédère, Sherbrooke.

Au siège social de notre filiale,
Sherbrooke Trust, M. Paul-E. Fortier,
directeur général, s'entretient avec
M. Bruce Allanson, secrétaire-trésorier.

Sherbrooke Trust,
rue Sherbrooke, Montréal.





Conseil d'administration

Président

MARCEL FARIBAUT, LL.D.*

Vice-président exécutif

HENRI N. GUILBAULT, L.Sc.com.*

Vice-présidents

LT.-COL. L. J. A. AMYOT*

ARISTIDE COUSINEAU*

GERALD G. RYAN, O.B.E.*

Administrateurs

PIERRE BEAUCHEMIN*

BENOIT BENOIT

WILBROD BHÉRER, C.R.*

MAURICE CHARTRÉ, C.A.*

ÉMILE CORBEIL

HON. PAUL DESRUISSEAU, C.R.

HON. J.-M. DESSUREAULT

PAUL A. DIONNE

GEO.-T. DONOHUE

GASTON ELIE*

JEAN-LOUIS LÉVESQUE

L. MASSÉ, C.A.

CAL. N. MOISAN

JEAN P. W. OSTIGUY

SALVATORE RANDACCIO

HON. JEAN RAYMOND*

F. SIMARD

*Membres du comité exécutif

Direction

Président

MARCEL FARIBAUT, LL.D.

Vice-président exécutif

HENRI N. GUILBAULT, L.Sc.com.

Directeur général

ROBERT JUSSAUME, LL.B.

Directeur général adjoint

LÉOPOLD DAIGNEAULT, L.Sc.écon. et pol.

Trésorier

MAURICE MYRAND, C.A.

Secrétaire

PIERRE FAVREAU, B.Sc.com.

Gérants de succursales

Montréal, Place d'Armes

OSCAR LAUZON

Québec

LOUIS ARCHAMBAULT, LL.B.

Trois-Rivières

JEAN DAGENAIS, B.Sc.com.

Hull et Ottawa

JEAN-LOUIS LAZURE

Rimouski

PIERRE BEAULIEU, C.A.

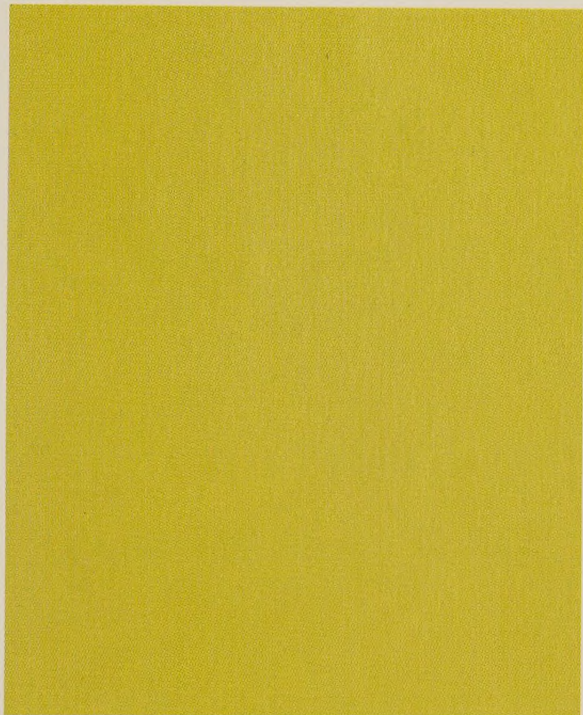


Quelques membres de notre personnel
à Québec: (dans l'ordre habituel)
MM. Charles Samson, Gilles Samson,
Mlle Joanne Bourque,
MM. Gaston Durand, Richard Perras
et Louis Archambault, directeur-gérant.

ue de notre service d'épargne,
Québec.



Photos: René Delbuguet



TRUST GÉNÉRAL DU CANADA

Montréal/Québec/Trois-Rivières/Ottawa/Hull/Rimouski

La nuit aux portes de notre succursale de Rimouski.

Service d'épargne
Analyse et gestion de placements
Dépôts garantis
Garde de valeurs
Coffrets de sûreté

Exécution testamentaire
Programme successoral
Plan de retraite à même l'impôt
Fonds de pension
Tutelle et curatelle aux biens

Administration et vente d'immeubles
Prêts hypothécaires
Fiducie d'émissions d'obligations
Agence de transfert
Fondations charitables